

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Non, on n'a pas de raison de le croire. Le député devrait tenir compte du fait que dans nos efforts pour réaliser le taux de croissance nécessaire pour notre population active, une bonne part de nos problèmes provient des ralentissements de l'économie des États-Unis, du Japon et de l'Europe qui ont de mauvaises répercussions sur nos exportations. Le chef de l'opposition peut bien sourire, mais le premier ministre de la Nouvelle-Écosse était particulièrement inquiet de la baisse des exportations qui accablait l'économie de sa province. Monsieur l'Orateur, la raison pour laquelle j'ai dit qu'il faudrait deux, trois ou quatre ans pour ramener l'inflation à un niveau acceptable, quel qu'il soit, réside d'abord dans le fait que l'inflation est solidement implantée dans les économies canadienne, américaine et mondiale, et deuxièmement parce que la seule façon de la contenir à plus court terme résiderait dans une politique fiscale et monétaire qui, à mon avis, ne serait pas acceptable pour le pays ou pour la Chambre, car elle provoquerait un chômage massif au Canada.

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LA PROPOSITION  
GOUVERNEMENTALE DE RESTRICTION DES SALAIRES—LA  
QUESTION DES AUTRES FORMES DE REVENUS

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** J'ai une dernière question supplémentaire pour le ministre des Finances. Vu sa proposition assez précise selon laquelle la hausse des salaires en général devrait être restreinte à l'augmentation prévue de l'indice des prix à la consommation, nous dirait-il quelles restrictions précises il compte proposer aux autres formes de revenu, aux corporations, comment il compte les faire respecter et aussi s'il compte imposer des restrictions aux salaires?

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Ce n'est pas tout à fait ce que j'ai proposé. Quoi qu'il en soit, j'ai déclaré à la conférence, et à la presse par la suite, avoir présenté un croquis et non pas un bleu. Le gouvernement, de concert avec les provinces et les secteurs de l'économie dont le consentement est requis, est en train de mettre au point les détails du bleu.

\* \* \*

[Français]

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LA GRÈVE DES DÉBARDEURS—ON DEMANDE DES  
RENSEIGNEMENTS SUR L'ÉTAT DES NÉGOCIATIONS

**M. Adrien Lambert (Bellechasse):** Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre du Travail.

Étant donné la grève des débardeurs dans les ports de Québec, Trois-Rivières et Montréal, qui se prolonge d'une façon inquiétante, le ministre peut-il dire à la Chambre si des négociations ont lieu présentement, et s'il espère que ce conflit sera réglé au cours des prochains jours?

[Traduction]

**L'hon. John C. Munro (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, permettez-moi de répondre d'abord à la dernière partie de la question du député en disant, oui, j'espère qu'on réglerait le différend. Les parties sont conscientes d'avoir un médiateur sur place, M. Charles Poirier, reconnu comme l'une des personnalités les plus marquantes de toute l'industrie des ports dans cette région. Il doit rencontrer les parties qui savent qu'il est à leur disposi-

tion, qu'il pourra les réunir de nouveau en vue d'en arriver à une solution le plus tôt possible.

\* \* \*

[Français]

L'AGRICULTURE

ON DEMANDE SI L'APPROVISIONNEMENT EN GRAINS DE  
PROVENDE EST TOUJOURS POSSIBLE, ÉTANT DONNÉ LA  
GRÈVE DES DÉBARDEURS

**M. Adrien Lambert (Bellechasse):** Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Tenant compte de la réponse du ministre du Travail, est-ce que le ministre de l'Agriculture peut dire officiellement à la Chambre si les meuniers de la région de Québec ont encore accès aux élévateurs des ports de Québec et de Trois-Rivières, et sinon, quelles mesures il entend prendre pour permettre aux meuniers de s'approvisionner en attendant le règlement de la grève?

[Traduction]

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, on a émis des injonctions aux élévateurs à Québec, mais le piquetage continue. Les employés refusent de traverser les lignes. Hier, plus de 400,000 boisseaux de maïs ont été déchargés à l'élévateur de Québec. D'autres navires chargés de grains s'aventurent dans cette région et nous espérons que l'on s'entendra à l'amiable pour en acheminer vers les centres qui en ont un urgent besoin afin d'alimenter bestiaux et volailles.

\* \* \*

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LES POUVOIRS DES  
FUTURES COMMISSIONS EN MATIÈRE DE PRIX ET DE  
SALAIRES

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Finances. Maintenant qu'après une longue période de gestation il a enfanté cet épouvantail dit consultation à propos de l'inflation, peut-il nous dire si les commissions qu'il envisage d'établir et qu'il a proposées recevront suffisamment d'autorité pour obliger diverses catégories de gens dans les divers secteurs de l'économie à comparaître devant elles afin d'y justifier les augmentations de prix ou de salaires?

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Je mentionnais dans ma déclaration d'hier que le renvoi à la commission ou aux commissions traitait dans le cadre du processus consultatif lui-même. Nous demandons aux différents secteurs économiques, s'ils trouvent approprié d'établir une ou des commissions, de nous indiquer le genre d'attributions qu'il faudrait leur donner. Il faudrait que le député comprenne que nous envisageons un procédé où la consultation assumerait un rôle essentiel. Le député songe peut-être à d'autres solutions plus simples mais, dans une société libre, l'engagement humain devrait, me semble-t-il, les rendre possibles.